

## Plaidoyer pour une économie et une société plurielles

L'« économie plurielle » n'a de sens que comme expression économique d'une « société plurielle ». C'est en effet à ce niveau que se situe l'alternative à ce que Karl Polanyi a appelé « la société de marché » (1). Le propre de ce type de société est en effet d'absorber ou au moins de subordonner à l'économie marchande les deux autres formes d'échange indispensables à la constitution de toute société : le lien politique et l'échange non marchand organisé autour de l'espace du don et de la réciprocité (rapports familiaux, amoureux, amicaux), mais aussi toute organisation qui relève du libre choix des personnes associées. Toute société qui ne reconnaît pas le caractère irréductible de ces types d'échange se trouve gravement déséquilibrée et risque l'implosion ou l'explosion. Les systèmes totalitaires à base politique expriment la subordination de l'économique et du lien social au politique tandis que les totalitarismes du sens (les régimes théocratiques par exemple) subordonnent l'espace politique et économique à une forme de lien familial global où chacun est supposé être membre d'une communauté croyante.

Ainsi toute société doit répondre à la difficile question : comment faire société avec des gens qui ne s'aiment pas tout autant qu'avec des gens qui s'aiment ? C'est précisément l'objet du marché et du lien politique que de répondre à la première partie de cette question. L'intérêt du marché est en effet de permettre l'échange en situation de neutralité affective. Et le lien politique définit une collectivité dont les participants ne se sont pas choisis, même si le mode de gouvernement et les responsables de cette collectivité sont, si l'on se trouve dans un cadre démocratique, choisis (2). Quant à la seconde partie de la question, et malgré les apparences, elle est aussi difficile à traiter que la première : l'énergie émotionnelle liée aux affinités électives, à commencer par l'énergie amoureuse, ou à l'entrée dans une communauté soudée par des valeurs, peut voir son intensité menacer ceux qui lui sont étrangers ou se retourner en haine en son propre sein.

S'il est désastreux de tout réduire au marché ou au politique, il peut être dramatique de construire un ordre où les gens seraient « obligés de s'aimer ». La plupart des échecs communautaires viennent de cette erreur anthropologique. C'est la raison pour laquelle il semble que la véritable alternative à la société de marché est une société plurielle et non une société solidaire, car la solidarité n'est que l'une des formes, aussi respectable et indispensable soit-elle, du lien social.

L'émergence de cette alternative à la forme particulière de « totalitarisme à base économique » - dont la société de marché se révèle un bon exemple - constitue bien sûr pour les sociétés occidentales la question prioritaire.

Polanyi a bien montré comment l'expérience du XIX<sup>ème</sup> siècle, où le monde des affaires avait réussi à subordonner le lien politique, a préparé un fort retour du politique mais sous la forme régressive de la guerre et du fait totalitaire. Car les fonctions d'échange étant essentielles à tout lien social, leur disparition ou leur subordination n'est que provisoire. En revanche leur réapparition peut prendre à son tour des formes déséquilibrées et violentes. Afin d'éviter une fin aussi dramatique que les deux guerres mondiales et les deux grands faits totalitaires du XX<sup>ème</sup> siècle, il est aujourd'hui capital d'opposer au modèle dominant de la société de marché celui d'une société plurielle.

C'est dans ce cadre que pourrait se développer une économie plurielle articulant marché, économie publique, économie sociale et solidaire. Pour parvenir à cette articulation, la seule régulation possible est d'ordre politique, et ce nécessairement dans une référence à la démocratie.

**Patrick Viveret**

*Transversales Science Culture*

(1) **K. Polanyi**, *La grande transformation, aux origines économiques et politiques de notre temps*, 1944 (traduction française : Gallimard, Paris, 1983).

(2) Les monnaies en circulation - pièces, billets, autres supports - facilitant le fonctionnement du marché, se rapportent d'ailleurs, de même que l'impôt, à l'appartenance à une communauté politique. Le mot « payer » vient du latin « pacare » c'est-à-dire faire la paix. Si la méfiance l'emporte et que le règne de la force reprend une place primordiale, la monnaie perd sa valeur.